

L'ÉDIT DE LA Cgt-FO : TOUJOURS PLUS AVEC TOUJOURS MOINS !

Consultés ce jour sur la Situation Économique et Financière (SEF) 2025 et les perspectives budgétaires 2026, les élus FO dressent un bilan sombre et alarmant. Alors que la loi "Plein Emploi" impose l'inscription automatique de nouveaux publics (RSA, etc.) et fait exploser les flux d'entrées (passant de **571 000** début 2025 à plus de **916 000** au 1er trimestre 2026), la tutelle étatique applique une cure d'austérité sans précédent.

DÉSENGAGEMENT MASSIF DE L'ÉTAT : L'UNÉDIC COMME VARIABLE D'AJUSTEMENT

- **Chute des ressources globales** : Une baisse de **103,9 M€** des produits en 2025, aggravée par un nouveau recul prévu au budget 2026 (-26 M€).
- **Transfert de charge historique** : L'État coupe dans ses subventions (-110,3 M€ en 2025, suite aux coupures budgétaires en cours d'exercice) et réduit massivement ses financements dédiés (PIC/Pactes).
- **L'Unédic finance le Service Public de l'Emploi** : La contribution de l'Unédic atteint le niveau record de **73,3 %** de nos ressources en 2026 (contre seulement 16,1 % pour la subvention d'État). L'État fait porter le coût de ses politiques publiques sur l'Assurance Chômage !

EFFONDREMENT DES MOYENS D'INTERVENTION AUPRÈS DES USAGERS

- **Moins d'aides et de formations** : Les dépenses d'intervention chutent de **213,8 M€** en 2025 (-9,7 %), touchant de plein fouet l'aide au développement des compétences et les formations longues.
- **Financement sur fonds propres** : C'est désormais France Travail qui finance sur son propre budget les aides aux travailleurs privés d'emploi et verse plus de **193 M€** aux partenaires du Réseau Pour l'Emploi (Cap Emploi, Missions Locales, France Services), palliant la démission financière de l'État.

PRESSION ACCRUE SUR LES AGENTS : BAISSSE DES EFFECTIFS ET DÉRIVE DU "R.O.I."

- **Plafond d'emploi en recul** : Une perte de **281 ETPT** entre 2024 et 2025, accentuée par la fin programmée des contrats aidés (PEC) et une nouvelle baisse du plafond sous-plafond au budget 2026 (-515 ETP).
- **Démarche "Efficience" et IA** : Recherche de gains de productivité illusoirs (objectif de suppression de postes support, réallocation vers le réseau, outils IA). Pour FO, la méthode de quantification des gains de temps est **inadaptée aux activités de service** et conduit à une intensification délétère du travail.
- **La dérive comptable du "R.O.I."** : L'abandon ou la réduction de prestations phares au nom d'un "retour sur investissement" financier immédiat méconnaît l'utilité humaine et sociale de l'accompagnement personnalisé.

CE QUE REVENDIQUE LA Cgt-FO :

1. **Que l'État assume ses responsabilités** et redevienne le financeur majeur de l'établissement public.
2. **Le respect de la convention tripartite** et l'arrêt des coupes budgétaires opportunistes.
3. **Une hausse tangible du plafond d'emploi dès 2027** à la hauteur de la hausse réelle de la charge de travail.
4. **Le réinvestissement massif dans les dépenses d'intervention** (aides et formations).
5. **L'abandon du programme "Efficience"** et de la logique purement comptable du R.O.I.
6. **L'abrogation de la Loi Plein Emploi.**

Vos élus Cgt-FO au CSEC restent mobilisés à vos côtés pour défendre vos conditions de travail et la qualité du service public !

